

Retraites: le discours du RN est un leurre

Le discours antisyndical bien rôdé du RN

Alors que la mobilisation contre le projet de réforme des retraites s'intensifie, le Rassemblement National enchaîne les interviews médiatiques, en particulier sur les plateaux télé, fustige les syndicats. "Tous les syndicats, quels qu'ils soient, sont rouges devant et Macron derrière. Ils ont tous participé à l'élection d'Emmanuel Macron en faisant barrage à Marine Le Pen, sont tous comptables de la situation actuelle".

60 ans mais pas pour tous·tes

Le Rassemblement National, soucieux de poursuivre sa stratégie de normalisation, prétend incarner l'alternative au macronisme. Concernant la retraite à 60 ans, le RN n'y est favorable que pour les français·es ayant 40 annuités et entré·es dans la vie active avant 20 ans. Pour les autres, c'est la retraite entre 60 et 62 ans pour les français·es entré·es dans la vie active entre 20 ans et 24,5 ans, et le maintien de l'existant au-delà de 25 ans. On est donc loin du retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans pour toutes et tous, souhaité par la majorité des salarié·es (voir chiffre des derniers sondages).

Des votes à l'opposé de l'intérêt des salarié·es

Derrière la posture, le Rassemblement National leurre la population en voulant apparaître comme le parti aux côtés des salarié.es et des précaires. Les propositions du RN ainsi que les votes de leurs élu.es à l'Assemblée Nationale démontrent qu'ils ne sont en aucun cas des défenseurs·ses d'un partage des richesses et d'un modèle social plus juste. Pour exemple, un petit échantillon des premiers votes de leur 89 député·es à l'Assemblée Nationale (source <https://datan.fr/groupe/legislature-16/rn/votes>)

- o Contre l'augmentation du SMIC à 1500€
- o Contre l'indexation des salaires sur l'inflation
- o Contre le blocage des prix de première nécessité
- o Contre l'encadrement des salaires
- o Contre un milliard d'euros pour la lutte contre les violences faites aux femmes
- o Contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes
- o Contre l'augmentation du budget des universités
- o Contre la revalorisation des bourses des étudiant·es
- o Contre la revalorisation des salaires des fonctionnaires de 10% (source NUPES)

- o Contre la revalorisation des petites retraites
- o Abstention au rétablissement de l'ISF
- o Contre la taxe sur les superprofits
- o Pour la fin des droits au chômage après abandon de poste
- o Pour l'arrêt des allocations chômage pour qui refuse un CDI à la fin de son CDD
- o Pour limiter le droit de vote des travailleur.ses précaires aux élections professionnelles

L'imposture féministe du Rassemblement National

Alors que le projet de réforme des retraites va impacter davantage les femmes, le RN s'est opposé systématiquement aux progrès en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A l'Assemblée nationale, iels n'ont pas pris part au vote en décembre 2021 de la loi Rixain sur l'égalité professionnelle. Au Parlement européen, en janvier 2020, la grande majorité des eurodéputé-es emmenée par Jordan Bardella a voté contre une résolution incitant les Etats membres à intensifier leurs efforts pour combler les inégalités face à la retraite ou aux temps partiels.

La natalité une vieille obsession

La solution avancée par le RN pour sauver le régime des retraites : rétablir un ratio cotisant-es/retraité-es par une politique nataliste volontariste. Or, celle-ci cache une vieille obsession xénophobe et raciste puisqu'elle ne concernerait que les familles françaises. Derrière son slogan "Les bébés de 2023 sont les cotisants de 2043" se cache la préférence nationale et l'idée qu'il faudrait combattre le "grand remplacement".

Propos de Sébastien Chenu, le 13-02-23, matinale de France Inter: "Moi je préfère qu'on fabrique des travailleurs français plutôt qu'on les importe" et souhaite "assurer la perpétuité de la civilisation et de la population française, qu'on ait plus de petits travailleurs français, plutôt que d'ouvrir les vannes et de voir l'immigration comme un projet de peuplement").

Travail, Famille, Patrie

Dans l'idéologie d'extrême-droite, les femmes sont assignées au rôle social vital de perpétuation de la nation. Elles servent la patrie par la procréation. D'où la volonté de limiter l'accès à l'IVG ou encore de mettre en place des mesures incitatives pour favoriser la natalité mais pas n'importe laquelle, celle des femmes françaises uniquement.

Dans son programme pour les présidentielles de 2022, Marine le Pen assumait "Le choix entre l'immigration et la natalité, j'assume très clairement de faire celui de la continuité de la nation et de la transmission de civilisation grâce à notre modèle familial." et prévoyait des mesures incitatives à la natalité: réserver les aides sociales aux seules familles françaises, part fiscale pleine pour le deuxième enfant, prêt aux jeunes parents sans contrepartie de remboursement après la naissance de leur troisième enfant, doublement du soutien aux mères isolées élevant des enfants...)

Si le programme du Rassemblement National ne met désormais plus en avant le salaire maternel pour les renvoyer vers la sphère domestique, il ne contient aucune mesure incitative pour favoriser l'emploi des femmes. Pas plus qu'il ne propose de développer l'accueil de la petite enfance par le développement des services publics.

Cette obsession démographique n'est pas nouvelle. Le 12 nov 2006, Jean Marie Le Pen au Bourget déclarait "La natalité est un élément fondamental de l'équilibre de notre société et une condition impérative de la survie de notre système de retraite et même de la survie de notre peuple". Elle manifeste une conception nationaliste et nativiste de la citoyenneté. C'est l'origine ethnique qui dicte qui appartient à la communauté nationale et peut bénéficier de sa solidarité.

Ce que porte la FSU

Le financement des retraites doit reposer sur des choix économiques et politiques qui ne portent pas atteinte aux droits des femmes en les assignant à leur fonction reproductive et en les renvoyant à la sphère privée. L'enjeu se situe bien au contraire dans la lutte pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (accès à l'emploi, salaires, développement des modes de garde ...) et dans leur liberté à disposer de leur corps.

L'extrême-droite n'est pas bienvenue dans nos cortèges.

La FSU combat non seulement la réforme des retraites parce qu'elle est injuste mais également parce qu'en s'arc-boutant sur son projet antisocial, le gouvernement Macron donne l'opportunité au Rassemblement National d'étendre son influence à l'intérieur de la société.

La FSU et ses syndicats combattent et combattront sans relâche, au quotidien, la dangerosité des projets et l'imposture du Rassemblement National, et de l'ensemble des formations d'extrême-droite. La FSU comme de nombreux syndicats, continuent de décrypter sa démagogie sociale et politique dans le but de la faire reculer.

La FSU avec les organisations syndicales membres du collectif « tout.es uni.es contre. l'extrême droite » à l'opposé du projet anti social, raciste, sexiste du Rassemblement national et d'autres mouvances de l'extrême-droite porte des projets qui reposent sur des principes d'égalité et de solidarité entre femmes et hommes, entre travailleuses.eurs français.es et immigré.es..